

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

3,1 OCT 2022

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2022

Dans la recherche de la performance et de transparence, la Direction Générale du Budget publie trimestriellement le rapport d'exécution du budget conformément à l'article 36 du Décret n°19.149 portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget.

Le présent rapport retrace et analyse les données sur les finances publiques en général, et fait le point sur l'exécution du budget en particulier.

Il est structuré autour des points suivants :

- Contexte d'élaboration de la Loi de Finances 2022 ;
- L'exécution du budget à fin septembre 2022 ;
- Les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2022

i) L'environnement économique et les perspectives en 2022

Selon les perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI) du mois de juillet 2022, une reprise timide en 2021 a été suivie d'épisodes de plus en plus sombres en 2022 alors que des risques commençaient à se matérialiser. La production mondiale s'est contractée au deuxième trimestre de cette année, du fait de ralentissements de l'activité en Chine et en Russie tandis qu'aux États-Unis, les dépenses des ménages étaient inférieures aux attentes.

L'activité économique devrait fortement se contracter en Russie en raison des sanctions et des décisions de certains pays européens de réduire leurs importations. Les coûts économiques de la guerre devraient se faire sentir bien au-delà de la région, via les marchés de produits de base, les échanges commerciaux et, dans une moindre mesure les liens financiers.

La croissance devrait ralentir, passant de 6,1 % l'année dernière à 3,2 % en 2022, soit 0,4 point de pourcentage de moins que prévu dans l'édition d'avril 2022 des Perspectives de l'économie mondiale. Ce rythme de croissance devrait perdurer jusqu'en 2023-2024 dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine qui perturbe fortement l'activité.

L'inflation mondiale a été revue à la hausse du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande. Elle devrait atteindre 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement cette année.

Aux États-Unis, le taux de croissance serait de 2,3% en 2022.

En Europe, l'économie de la région devrait se contracter de 2,6% cette année, puis progresser de 1,2% en 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait ralentir à 3,7% en 2022, après une hausse de 4,5% en 2021. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est le principal facteur à l'origine de ce ralentissement, dont les effets se traduisent par des augmentations des cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse des prix. Ainsi, l'inflation devrait ressortir à 8,7% en 2022 dans les pays en développement, une situation qui affectera significativement le pouvoir d'achat des ménages, en particulier à faible revenu.

Dans la zone CEMAC, selon la note sur l'évolution de l'indice composite des activités économiques (ICAE) de la CEMAC au quatrième trimestre 2021 et perspectives à court et moyen termes de mars 2022, le taux de croissance réel de l'activité dans la zone CEMAC, en glissement annuel, devrait se hisser autour de 3,2% à fin 2022.

Au plan national, la reprise de l'activité économique se poursuit. Elle reflète l'amélioration de la situation sécuritaire et les efforts soutenus pour la sécurisation du corridor commercial Douala-Bangui qui, ont favorisé la reprise des activités économiques dans plusieurs secteurs. Le taux de croissance du PIB serait de 1,5% en 2022 contre 4,0% initialement prévu.

ii) Les facteurs explicatifs de la mise en place du Collectif Budgétaire pour l'exercice 2022

L'exécution budgétaire pour l'exercice 2022, s'effectue dans un contexte particulièrement difficile marqué par une très forte pression budgétaire caractérisée par la prise en charge des dépenses régaliennes d'une part, et de nombreuses sollicitations d'autre part dans une conjoncture peu favorable.

C'est dans ce contexte que les recettes domestiques ont été projetées à hauteur de 138 milliards de FCFA et les appuis budgétaires à 69,2 milliards de FCFA, correspondant à 50% des ressources propres de l'Etat. La mobilisation de ces deux sources de financement devrait permettre de prendre en charge les dépenses primaires qui se chiffrent à 195,9 milliards de FCFA.

Malheureusement, l'exécution budgétaire au cours des deux premiers mois de l'année fait ressortir un faible niveau de recouvrement des recettes domestiques avec un gap de 513 millions de FCFA déjà enregistré. Un environnement international particulièrement volatile avec l'escalade du conflit en Ukraine qui aurait des conséquences économiques dramatiques sur l'économie mondiale. A cela, s'ajoute l'incertitude autour du décaissement attendu des appuis budgétaires, constitue des facteurs importants qui ont pesé négativement sur l'exécution du budget de l'exercice 2022.

En dépit de cette situation, le Gouvernement doit prendre des mesures idoines pour respecter ses engagements pris dans le cadre du programme de référence tant en matière de recettes que de dépenses, afin de lui permettre de renouer à partir du second semestre de l'année avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) qui offre la possibilité de bénéficier de décaissements du Fonds Monétaire International (FMI).

Pour ce faire, les grandes masses du budget initial ont été revues à la baisse en ramenant les prévisions des recettes domestiques dans la limite de **121 milliards de FCFA** contre **138 milliards de FCFA** dans le budget initial ; le décaissement incertain des appuis initiaux ont été supprimés, laissant place aux Droits de Tirages Spéciaux (DTS). Les dépenses primaires doivent être revues à la baisse. C'est dans ce contexte que le Gouvernement a adopté une approche participative en impliquant directement les Chefs des Départements Ministériels dans le cadre des sessions d'immersion budgétaire. Ces sessions poursuivaient les objectifs suivants :

- a) analyser avec les Membres du Gouvernement le réalisme des crédits budgétaires alloués à leurs Départements respectifs ;
- b) toiler au besoin les crédits respectifs ; et

- c) prendre en compte leurs besoins prioritaires pour le reste de l'année.

Pour toutes ces raisons sus-évoquées, la mise en place d'un Collectif Budgétaire s'avère indispensable.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances Rectificative 2022 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses du Collectif 2022 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2022
RESSOURCES TOTALES	255 268 936
Ressources propres	121 808 435
Douanes	54 250 000
Impôts	57 132 348
Trésor	10 426 087
Ressources extérieures	133 460 501
Appuis budgétaires	50 465 000
Appuis projets	82 995 501
<i>Dons projets</i>	75 717 501
<i>Emprunts projets</i>	7 278 000
CHARGES	280 919 440
Dépenses primaires	190 623 449
Dépenses du Personnel	82 880 963
Dépenses de Biens et Services	40 266 382
Dépenses de Transferts et Subventions	47 596 888
Investissement sur ressources propres	19 879 216
Charges financières	5 818 690
Financements extérieurs	82 995 501
Autres Dépenses	1 481 800
Solde budgétaire	- 25 650 504

Source : LFR 2022

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

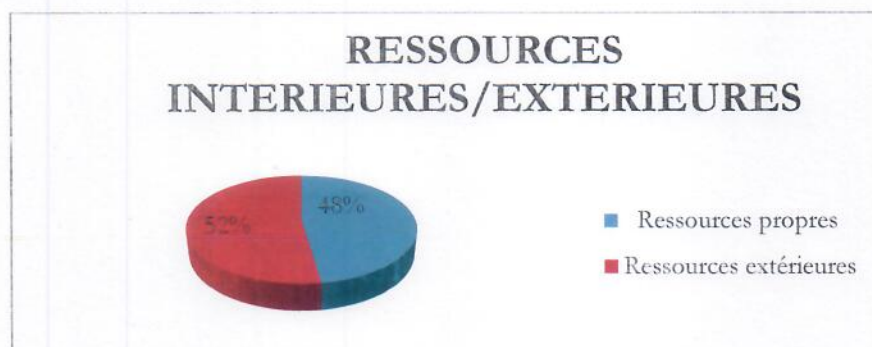
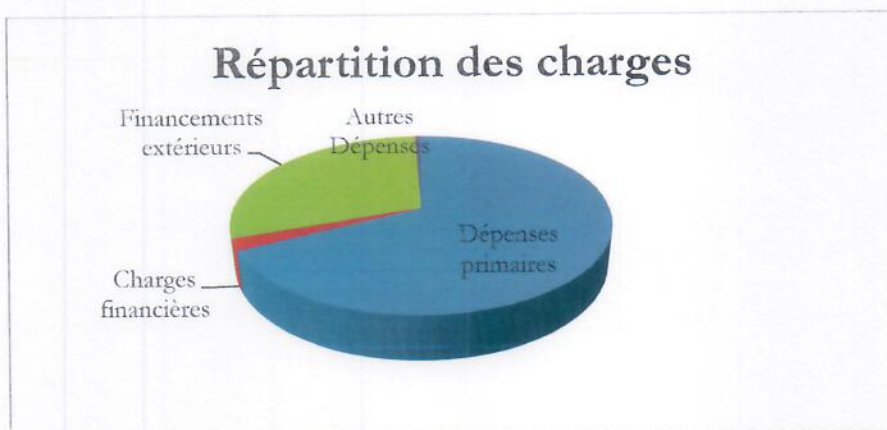


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2022

L'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2022 a été réalisée dans un contexte difficile marqué par les conséquences de la crise de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des difficultés d'approvisionnement en produits de grandes consommations, et par la pénurie du carburant.

Ainsi, les ressources mobilisées au 30 septembre 2022 s'élèvent à 211,73 milliards de francs CFA pour une prévision de 255,27 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 82,94%. En comparaison à la même période de l'année dernière, une hausse de 8,40% a été observée.

Le niveau d'exécution des dépenses à fin septembre 2022 s'élève à 167,94 milliards de francs CFA pour une prévision de 280,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,78%. Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse de 7,16% a été constatée.

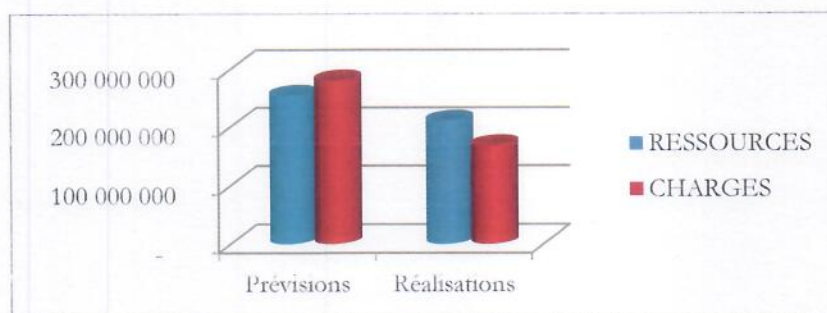
Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges.

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges à fin septembre 2022 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin septembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 3e trimestre 2022	Réalisation fin septembre 2022	Taux de réalisation
RESSOURCES	195 259 144	255 268 936	144 714 330	66 188 607	211 731 937	82,94%
Ressources intérieures	157 650 000	121 808 435	73 815 000	43 954 000	118 598 000	97,36%
Ressources propres	95 757 000	121 808 435	66 654 000	28 514 000	95 997 000	78,81%
Douanes	43 481 000	54 250 000	29 641 000	10 275 000	39 916 000	73,58%
Impôts	37 551 000	57 132 348	28 915 000	10 269 000	39 184 000	68,58%
Trésor	14 725 000	10 426 087	8 926 000	7 971 000	16 897 000	162,06%
Emprunts	61 893 000	-	7 161 000	15 440 000	22 601 000	
<i>Bon du Trésor</i>	43 340 000		7 161 000	15 440 000	22 601 000	
<i>FMI et autres</i>	18 553 000					
Ressources extérieures	37 609 144	133 460 501	70 899 330	22 234 607	93 133 937	69,78%
Appuis budgétaires (DTS FMI)		50 465 000	50 465 000		50 465 000	100,00%
Appuis projets	37 609 144	82 995 501	20 434 330	22 234 607	42 668 937	51,41%
<i>Dons projets</i>	34 581 007	75 717 501	20 434 330	21 633 084	42 067 414	55,56%
<i>Emprunts projets</i>	3 028 137	7 278 000		601 523	601 523	8,26%
CHARGES	180 894 098	280 919 440	105 975 409	61 964 047	167 939 456	59,78%
Dépenses primaires	143 284 954	190 623 449	85 541 079	38 325 190	123 866 269	64,98%
Personnel	57 433 618	82 880 963	41 869 419	21 514 843	63 384 262	76,48%
Biens et Services	40 907 344	40 266 382	20 788 000	3 115 845	23 903 845	59,36%
Transferts et subventions	33 239 372	47 596 888	19 335 000	8 733 245	28 068 245	58,97%
Investissement sur ressources propres	11 704 620	19 879 216	3 548 660	4 961 257	8 509 917	42,81%
Charges Financières		5 818 690			-	
Financements extérieurs	37 609 144	82 995 501	20 434 330	22 234 607	42 668 937	51,41%
<i>Personnel</i>		7 645 755	1 154 273	1 502 624	2 656 897	34,75%
<i>Biens et Services</i>		302 286	989 709	2 985 033	3 974 742	1314,89%
<i>Investissements</i>		75 047 460	18 290 348	17 746 950	36 037 298	48,02%
Autres Dépenses		1 481 800		1 404 250	1 404 250	94,77%
Solde budgétaire	14 365 046	- 25 650 504	38 738 921	4 224 560	42 963 481	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPC)

Figure 3 : Prévision et Réalisation des Ressources



II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts, du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération pour ce qui concerne les appuis projets.

II.1.1) Ressources intérieures

Sur une prévision annuelle de 121,81 milliards de francs CFA, les ressources intérieures au 30 septembre 2022 se chiffrent à 118,60 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 97,36%. Elles sont constituées des ressources propres (96,00 milliards de francs CFA) et des emprunts (22,60 milliards de francs CFA).

Comparativement à l'exercice budgétaire de 2021 de la même période, on note une baisse de 24,75%.

a) Ressources propres

A fin septembre 2022, les efforts déployés par les différentes régies ont permis de mobiliser près de 96,00 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 121,81 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 78,81% ; ce qui est supérieur à la cible souhaitée de 75%.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées à fin septembre 2022 :

Tableau n°3 : Etat de recouvrement des recettes propres au 30 septembre 2022 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin septembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 3e trimestre 2022	Réalisation à fin septembre 2022	Taux de réalisation
Douanes	43 481 000	54 250 000	29 641 000	10 275 000	39 916 000	73,58%
Impôts	57 551 000	57 132 348	28 915 000	10 269 000	39 184 000	68,58%
Trésor	14 725 000	10 426 087	8 926 000	7 971 000	16 897 000	162,06%
TOTAL	95 757 000	121 808 435	66 654 000	28 514 000	95 997 000	78,81%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI à la fin septembre 2022 se chiffrent à hauteur de 39,92 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 54,25 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 73,58%, ce qui est inférieur à la cible de 75%. En comparaison à la même période de l'exercice 2021, une baisse de 8,20% a été constatée.

Cette contre-performance de la DGDDI s'explique en partie par :

- La baisse du niveau des importations due aux préjudices subies par les opérateurs économiques du fait des tracasseries routières ainsi que les conséquences de la guerre en Ukraine ;
- La pénurie des hydrocarbures.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique.

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin septembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin septembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 3e trimestre 2022	Réalisation à fin septembre 2022	Taux de réalisation
Recettes fiscales	39 016 461	50 995 225	27 879 970	9 934 913	37 814 883	74,15%
Droits de sorties	297 747	566 871	321 567	76 054	397 621	70,14%
Amendes et pénalités	372 784	176 645	90 837	32 147	122 984	69,62%
Recettes affectées	3 022 584	1 985 863	893 155	231 885	1 125 040	56,65%
Autres Recettes	771 424	525 396	455 471		455 471	86,69%
TOTAL	43 481 000	54 250 000	29 641 000	10 275 000	39 916 000	73,58%

Source : DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Sur une prévision annuelle de 57,13 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré à fin septembre 2022 un montant total de 39,18 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 68,58%, ce qui est inférieur à la cible de 75% attendu. Comparativement à la même période en 2021, la mobilisation des recettes de la DGID a connu une hausse de 2,14%.

Le tableau ci-dessous présente les réalisations de la DGID jusqu'au 30 septembre 2022 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin septembre 2022 (en milliers de francs CFA).

Nature des recettes	Réalisation à fin septembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 3e trimestre 2022	Réalisation à fin septembre 2022	Taux
Recettes fiscales	33 208 378	50 225 047	25 011 922	9 200 660	33 798 582	67,29%
Recettes non fiscales	3 393 372	5 244 750	2 516 097	909 792	3 425 889	65,32%
Recettes sur exercices antérieurs	3 994	611 316	653 630	25 967	265 597	43,45%
Produits divers et exceptionnels	945 256	1 051 235	733 351	131 581	864 932	82,28%
TOTAL	37 551 000	57 132 348	28 915 000	10 269 000	39 184 000	68,58%

Source : DGID et PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

A fin septembre 2022, la DGTCP a mobilisé au total 16,90 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 10,43 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de plus de 160%. Cette forte réalisation s'explique par la contribution des recettes des offices publics.

En comparaison à la même période de l'année précédente, une hausse de 14,75% a été observée.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin septembre 2022.

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin septembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin septembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 3e trimestre 2022	Réalisation à fin septembre 2022	Taux
Recettes non fiscales	8 316 486	7 298 261	3 731 968	5 411 000	9 142 968	125,28%
Produits exceptionnels	4 623 514	3 127 826	5 194 032	2 560 000	7 754 032	247,90%
Produits financiers	1 785 000				-	
TOTAL	14 725 000	10 426 087	8 926 000	7 971 000	16 897 000	162,06%

Source : DGTCP

b) Les emprunts

A fin septembre 2022, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 22,60 milliards de francs CFA, constitué uniquement des émissions des titres publics.

II.1.2) Ressources Extérieures

Les ressources extérieures se chiffrent à hauteur de 93,13 milliards de francs CFA, constituées des Appuis budgétaires (50,46 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (42,67 milliards de francs CFA).

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées au 30 septembre 2022 est faite à partir des données extraites de l'applicatif Sim_ba et celles fournies par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

Au 30 septembre 2022, l'exécution des dépenses par titre affiche un niveau de réalisation de 167,94 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 280,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,78%. En comparaison à la réalisation de l'année dernière de la même période, une baisse de 7,16% est observée en liaison aux mesures prises pour éviter des impayés.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre à fin septembre 2022 est décrite dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 30 septembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin septembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 3e trimestre 2022	Réalisation fin septembre 2022	Taux de réalisation
CHARGES	180 894 098	280 919 440	105 975 409	61 964 047	167 939 456	59,78%
Dépenses primaires	143 284 954	190 623 449	85 541 079	38 325 190	123 866 269	64,98%
Personnel	57 433 618	82 880 963	41 869 419	21 514 843	63 384 262	76,48%
Biens et Services	40 907 344	40 266 382	20 788 000	3 115 845	23 903 845	59,36%
Transferts et subventions	33 239 372	47 596 888	19 335 000	8 733 245	28 068 245	58,97%
Investissement sur ressources propres	11 704 620	19 879 216	3 548 660	4 961 257	8 509 917	42,81%
Charges Financières		5 818 690			-	
Financements extérieurs	37 609 144	82 995 501	20 434 330	22 234 607	42 668 937	51,41%
Personnel		7 645 755	1 154 273	1 502 624	2 656 897	34,75%
Biens et Services		302 286	989 709	2 985 033	3 974 742	1314,89%
Investissements		75 047 460	18 290 348	17 746 950	36 037 298	48,02%
Autres Dépenses		1 481 800		1 404 250	1 404 250	94,77%

Source : DGB (Sim_ba)

a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux transferts et subventions et aux investissements sur ressources propres.

Au 30 septembre 2022, elles s'élèvent à 123,87 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 190,62 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 64,98%.

i) Dépenses du personnel

Les dépenses du personnel à fin septembre 2022 s'élèvent à hauteur de 63,38 milliards de francs CFA sur une prévision de 82,88 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 76,48%, légèrement supérieur à la cible de 75%.

ii) Dépenses des biens et services

Au 30 septembre 2022, les dépenses des biens et services base engagement s'élèvent à 23,90 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 40,27 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,36%.

En comparaison à l'année 2021 de la même période, le montant des dépenses des biens et services a enregistré une baisse significative de 41,57%.

iii) Dépenses de transferts et subventions

A fin septembre 2022, le montant des dépenses de transferts et subventions base engagement s'élève à hauteur de 28,07 milliards de francs CFA, sur une prévision annuelle de 47,60 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 58,97%. Comparativement à l'exercice de la même période de l'année dernière, une baisse de 15,56% a été constatée.

iv) Dépenses d'investissement sur Ressources Propres

Au 30 septembre 2022, le montant engagé des dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffre à hauteur de 8,51 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 19,88 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 42,81%.

Par rapport à la même période de l'année dernière, une baisse de 27,29% a été observée.

b) Dépenses relatives à la charge financière

Le montant prévisionnel des dépenses relatives à la charge financière au titre de l'année 2022 se chiffre à hauteur de 5,82 milliards de francs CFA.

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au 30 septembre 2022, aucune opération de régularisation n'a été effectuée due à l'absence des informations.

c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 82,99 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses sur ressources extérieures se chiffrent à hauteur de 42,67 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 51,41%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière, une hausse de 13,45% a été observée.

d) Autres dépenses

Les **Autres dépenses** sont constituées des dépenses relatives aux actions gouvernementales, aux fonds spéciaux et aux charges exceptionnelles accordées à certains départements et institutions de la République.

A fin septembre 2022, les Autres dépenses ont atteint le montant de 1,40 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,48 milliard de francs CFA, soit un taux d'exécution de 94,77%.

II.2.2) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification Fonctionnelle a pour objet de classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est à dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes administrations remplissent.

Au 30 septembre 2022, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution diverse et variée. Aucune des dépenses par classification fonctionnelle n'a atteint le seuil de 75% ciblé. Toutefois, les dépenses base engagement liées à la **protection de l'environnement et la Santé** ont dépassé chacune un taux d'exécution de 50%.

Le tableau suivant met en exergue l'exécution des dépenses par classification fonctionnelle.

Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 septembre 2022 (en milliers de francs CFA) :

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision Collectif 2022	Engagé	Taux d'exécution
01	Services généraux des administrations publiques	187 413 060	58 260 331	31,09%
02	Défense	16 120 437	5 108 037	31,69%
03	Ordre et sécurité publics	8 857 055	2 791 560	31,52%
04	Affaires économiques	32 455 906	1 052 241	3,24%
05	Protection de l'environnement	109 247	71 209	65,18%
06	Logements et équipements collectifs	8 359 425	1 374 579	16,44%
07	Santé	3 868 132	1 981 348	51,22%
08	Loisirs, culture et culte	2 133 588	765 996	35,90%
09	Enseignement	19 627 369	7 444 573	37,93%
10	Protection sociale	1 975 221	109 021	5,52%
	Total Général	280 919 440	78 958 895	28,11%

Source : DGB

II.2.4) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion de la Femme, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 78,85 milliards de francs CFA et leur exécution au 30 septembre se chiffre à 22,55 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 28,60%.

L'analyse des dépenses sociales est faite suivant les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Fonctionnement

Pour une prévision globale de 12,68 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de fonctionnement du secteur social se chiffre à 11,26 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 88,79%.

b) Intervention

Sur une prévision annuelle de 10 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 3,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,85%.

c) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement à fin septembre 2022 s'élève à 7,50 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 56,16 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 13,35%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux.

Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses sociales hors salaires (en milliers de francs CFA) au 30 septembre 2022 :

	Dotation Collectif 2022	Réalisations au 1er semestre 2022	Réalisations au 3e Trimestre 2022	Réalisations à fin septembre 2022	Taux d'exécution
Education	14 276 142	2 096 083	3 063 574	5 159 657	36,14%
Titre III: Biens et Services	3 925 265	521 177	1 879 866	2 401 043	61,17%
Titre IV: Transferts	2 686 250	217 494	1 077 861	1 295 355	48,22%
Titre V: Investissements	7 664 627	1 357 412	105 847	1 463 259	19,09%
<i>Sur ressources propres</i>	1 814 627	139 347	105 847	245 194	
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 850 000	1 218 065		1 218 065	
Santé	22 085 682	5 261 090	4 549 280	9 810 370	44,42%
Titre III: Biens et Services	7 651 507	2 397 273	3 616 137	6 013 410	78,59%
Titre IV: Transferts	3 824 000		890 000	890 000	23,27%
Titre V: Investissements	10 610 175	2 863 817	43 143	2 906 960	27,40%
<i>Sur ressources propres</i>	427 675		43 143	43 143	
<i>Sur ressources extérieures</i>	10 182 500	2 863 817		2 863 817	
Action Humanitaire	1 917 488	128 648	201 138	329 786	17,20%
Titre III: Biens et Services	119 444	34 092	68 146	102 238	85,59%
Titre IV: Transferts	781 694	92 057	127 397	219 454	28,07%
Titre V: Investissements	1 016 350	2 499	5 595	8 094	0,80%
<i>Sur ressources propres</i>	16 350	2 499	5 595	8 094	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000			-	
Promotion du Genre	671 884	33 716	57 728	106 440	15,84%
Titre III: Biens et Services	129 194	27 624	55 231	82 855	64,13%
Titre IV: Transferts	343 690	2 500	2 497	4 997	1,45%
Titre V: Investissements	199 000	3 592		18 588	9,34%
<i>Sur ressources propres</i>	99 000		14 996	14 996	
<i>Sur ressources extérieures</i>	100 000	3 592		3 592	
Développement Rural	22 224 975	1 995 554	144 208	2 139 762	9,63%
Titre III: Biens et Services	254 586	2 801	13 093	15 894	6,24%
Titre IV: Transferts	1 931 190	940 125	51 559	991 684	51,35%
Titre V: Investissements	20 039 199	1 052 628	79 556	1 132 184	5,65%
<i>Sur ressources propres</i>	389 199	22 892	79 556	102 448	
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 650 000	1 029 736		1 029 736	
Elevage et Santé Animale	343 347	113 491	219 408	332 899	96,96%
Titre III: Biens et Services	137 468	50 992	69 843	120 835	87,90%
Titre IV: Transferts	168 379	60 000	99 585	159 585	94,78%
Titre V: Investissements	37 500	2 499	49 980	52 479	139,94%
<i>Sur ressources propres</i>	37 500	2 499	49 980	52 479	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Energie	17 123 252	1 852 419	2 636 672	4 489 091	26,22%
Titre III: Biens et Services	434 550	131 683	2 370 996	2 502 679	575,92%

Titre IV: Transferts	113 702	30 229	52 810	83 039	73,03%
Titre V: Investissements	16 575 000	1 690 507	212 866	1 903 373	11,48%
<i>Sur ressources propres</i>	2 947 000	148 264	212 866	361 130	
<i>Sur ressources extérieures</i>	13 628 000	1 542 243		1 542 243	
PME-PMI	206 455	86 935	93 913	180 848	87,60%
Titre III: Biens et Services	32 831	11 937	12 493	24 430	74,41%
Titre IV: Transferts	156 000	71 250	71 178	142 428	91,30%
Titre V: Investissements	17 624	3 748	10 242	13 990	79,38%
<i>Sur ressources propres</i>	17 624	3 748	10 242	13 990	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Total Biens et Services	12 684 845	3 177 579	8 085 805	11 263 384	88,79%
Total Transferts	10 004 905	1 413 655	2 372 887	3 786 542	37,85%
Total Investissements	56 159 475	6 976 702	522 225	7 498 927	13,35%
<i>Sur ressources propres</i>	5 748 975	319 249	522 225	841 474	14,64%
<i>Sur ressources extérieures</i>	50 410 500	6 657 453	-	6 657 453	13,21%
TOTAL GENERAL	78 849 225	11 567 936	10 980 917	22 548 853	28,60%

Sources : DGB, DGPE (MEPC)

II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépenses regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et frais de transport) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et frais d'hospitalisation).

Au 30 septembre 2022, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 1,76 milliard francs CFA pour une prévision annuelle de 3,46 milliard de francs CFA soit un taux d'exécution de 51%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 0,59 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,05 milliard de francs CFA, représentant un taux de 56,04%.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente comme dans le tableau ci-après :

Tableau n°10 : Exécution des dépenses spécifiques à fin septembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Prévision Collectif 2022	Engagements au 1er semestre 2022	Engagements au 3e trimestre 2022	Engagements à fin septembre 2022	Taux
Mission à l'étranger	3 461 466	1 447 390	317 789	1 765 179	51,00%
<i>Indemnités</i>	1 900 000	867 748	151 850	1 019 598	53,66%
<i>Frais de transport</i>	1 561 466	579 642	165 939	745 581	47,75%
Evacuation sanitaire	1 050 000	282 135	306 257	588 392	56,04%
<i>Frais de transport</i>	200 000	96 113	76 021	172 134	86,07%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	850 000	186 022	230 236	416 258	48,97%

Source : DGB (Sim_ba)

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget au troisième trimestre 2022 marquée par les effets socio-économiques notamment la guerre en Ukraine et la pénurie des hydrocarbures a entraîné la révision des prévisions budgétaires de la Loi des Finances initiale. Ainsi, dans l'optique de faire face aux conséquences néfastes causées par ces crises, le Gouvernement doit non seulement prendre des mesures rigoureuses permettant de mobiliser plus de recettes domestiques, mais également continger l'engagement des dépenses jugées non prioritaires pour éviter d'accumuler des arriérés de paiement à la fin de l'exercice.



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget